L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 27 AVRIL 1860.

G. P. WEISSE & Co. — Rue de Chartres No 73, Entre Conti et Bienville.

G. P. WEISSE, E. DUPOUY, E. DUVERGER, S. MARMY — {Editeurs-Propriétaires.

Nouvelle-Orléans, VENDREDI MATIN, 27 AVRIL.

Abonnés à la Semaine.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements à la semaine* à raison de 25 CENTS pour les six numéros. On pourra aux porteurs.

Ventes à l'encan de ce jour

Par le shariff à midi, à l'Hôtel de Ville, une jolie propriété améliorée située rue Live Oak, Quatrième District.

Par D. Turpin, 26, Vieille Levée—Trois Marins, Jos. Lavie, entre les deux marchés, 1er district—Cafés, bières, bouteilles, &c.—A 10 heures 1/2, No 66, rue de la vieille Levée, whisky, eau-de-vie, liqueurs assorties, raisin, fromage, &c.

Par P. J. Speer, 76, Chartres—Marchandises sèches, à un 12 mois. Aussi: Un appareil Photographique, par N. Vignié, au domicile de Mme Parent, coin Esplanade et Hospital—Jeune mulâtre et Pianos.

Par Bloche & Lecomte, 59, Chartres—Chasse-mouches, tapis de printemps, chemises etc.

Par D. E. Murphy, au magasin de MM. Gunn & Mackenzie, 89, Tchoupitoulas, rideaux de la Havane.

☞ Pour le feuilleton, voir la seconde page.

La plateforme démocratique.

Depuis le célèbre programme rédigé à la Convention de Cincinnati, une scission profonde s'est opérée dans le sein du parti démocrate. Elle a pour base une différence d'interprétation du principe consacré par le bill du Kansas Nebraska, principe sur lequel, à l'époque du passage du bill, tous les démocrates paraissaient d'accord. Il s'agit, comme on sait, de savoir si le principe de la souveraineté populaire s'appliquera aux colons des territoires comme aux citoyens des Etats. M. Douglas et un grand nombre des démocrates du Nord soutiennent cette théorie et invoquent à l'appui les termes du bill proposé et de la plateforme démocratique. Ils font valoir la généralité de la maxime, et en vertu du principe que chacun est maître sur lui, soutiennent aux législateurs des territoires le droit de statuer sur leurs institutions civiles et domestiques.

Cette opinion est combattue par les républicains purs et par les démocrates du Sud. Les premiers prétendent qu'un territoire appartenant aux Etats Unis et n'étant pas encore admis comme Etat, n'a pas droit à cette souveraineté indépendante et qui l'est constamment sous la tutelle du pouvoir fédéral. Ainsi le gouverneur et les officiers sont nommés par le Président, et le législateur n'est qu'une institution locale tolérée et dont les actes législatifs ne peuvent avoir d'autorité que dans la mesure autorisée par le Congrès. Ce dernier peut donc statuer, non-seulement par l'acte qui constitue le territoire mais aussi par des actes subséquents sur les limites, sur l'abolition ou sur la modification des institutions civiles ou criminelles qui doivent régir les colons. C'est en vertu de ce droit que les républicains voudraient faire des lois pour abolir ou la polygamie dans l'Utah et l'esclavage dans d'autres territoires.

De la part de l'administration avait eu la majorité dans la Chambre, un grand nombre de ses membres n'auraient pas été désignés d'employer cette arme de l'intervention congressionnelle pour favoriser leurs vues et soutenir l'extension de l'esclavage. Mais certains d'être battus en route, ils ont dû chercher un autre moyen et voici ce qu'il opposent aux opinions que nous venons d'indiquer.

Les territoires sont la propriété commune de tous les Etats, à ce titre ils doivent être ouverts aux citoyens de toutes les parties de l'Union qui ont le droit de s'y établir et d'y transporter leurs propriétés. Or les esclaves sont une propriété reconnue par la Constitution des Etats Unis, et l'institution, si elle a été repoussée par un grand nombre d'Etats existant dans le sein de la famille de la formation de l'Union et existe encore dans quinze Etats. Il ne peut donc appartenir au Congrès de prohiber dans une partie quelconque du territoire de la république l'exercice d'un droit garanti par la Constitution et la propriété commune à une moitié des Etats. Toute autre portée n'a le droit de conduire et de posséder des esclaves dans les territoires est donc une violation de la Constitution. Ceux des démocrates du Sud, qui sont en faveur de l'intervention du Congrès, ne la réclament que pour protéger les propriétaires d'esclaves, et ils font ce raisonnement que si les chambres ne peuvent accorder les droits des citoyens, elles peuvent prendre des mesures pour les sauvegarder. Il est certain, ajoutent-ils, que si la moitié des habitants requis par la loi pour former un Etat a le droit de se choisir une constitution c'est dans cette circonstance qu'on doit exercer le premier acte de la souveraineté des colons. Ils veulent adopter ou rejeter telle ou telle institution, et le vœu de la majorité sera obligatoire pour tous ; si l'esclavage est rejeté, les propriétaires d'esclaves devront se conformer à cette décision, mais qu'il arrive dans un Etat à esclave qui change sa constitution. Mais si, au lieu du moment de cette épreuve décisive, la question des esclaves est interdite soit par le Congrès, soit par la Législature, ne voit-on pas que c'est en réalité favoriser les Etats du Sud à ceux de la propriété commune, c'est à dire que les territoires n'appartiendront qu'aux gens du Nord qui seuls auront le droit d'y venir former une communauté nouvelle et de s'y choisir une constitution à leur convenance. Les propriétaires d'esclaves qui désirent s'y établir n'oseront ne peuvent y venir sans leurs esclaves et actuellement plusieurs années, les braves colons qui auront défriché des terres incultes, les auront rendues propres à recevoir la culture, et ce sera alors que les propriétaires d'esclaves viendront leur offrir de racheter leurs droits. Ce système, ajoutent les démocrates du Sud, est le seul qui soit conforme à la Constitution et aux principes de la démocratie, et il est le seul qui puisse amener une solution pacifique de la question.

Les principaux points à examiner sont la profondeur de l'eau sur la côte à l'endroit où débouchera le canal, la facilité pour les navires d'y arriver, la protection du canal contre les courants de sable, les ouragans, les glaces et la rapidité du courant. Dans le plan que nous avons parcouru, nous voyons que des sondages antérieurs garantissent une profondeur suffisante d'eau dans la mer et que les vents qui règnent sur la côte sont favorables pendant dix mois de l'année à l'entrée des navires—on ne dit pas s'il en est de même pour la sortie. Un système d'écluses et de digues, dans le détail desquels nous jugeons inutile d'entrer dans cet aperçu, a pour but de protéger le canal contre la mer et de donner chasse aux dépôts d'alluvion, dans certaines circonstances, afin de maintenir toujours le canal libre.

Autant que nous en savons pu juger par une lecture rapide du mémoire, il n'y a rien d'impraticable dans le projet proposé, et, s'il est vrai qu'il puisse s'exécuter moyennant une somme qui ne dépasserait pas 1,500,000 piastres, il est certain, que l'emploi des capitaux affectés à l'entreprise, aurait très avantageux. Il n'y aurait aucun inconvénient à autoriser les propriétaires du canal à percevoir un droit de passage, car les navires seraient libres de choisir voie et ils ne le feraient qu'autant qu'ils y trouveraient leur avantage, tandis qu'avec la taxe proposée par le bill, que nous examinions il y a quelques jours, c'est un impôt forcé et qui ne garantit nullement les bâtiments contre les délais résultant du défaut d'eau dans les passes.

M. Montagu reconnaît loyalement qu'en 1852 M. Benjamin Buisson, avait fait, à peu de chose près, les mêmes études que lui et était arrivé aux mêmes conclusions. Les cartes et plans présentés par M. Buisson, annoncent la législature à voter une résolution, par laquelle le gouvernement fédéral était instamment prié de faire procéder aux nouvelles nécessaires et d'ordonner l'exécution du canal. Le major Chase, autre ingénieur, adressait en 1836, à la Chambre de commerce de la Nouvelle-Orléans, une lettre, dans laquelle il reconnaissait la possibilité de creuser un canal suivant le plan du major Bélcnap, et les avantages résultant pour le commerce en retireraient.

Mais à cette époque le danger était moins pressant et d'autres influences firent obtenir les fonds votés par le Congrès à des tentatives d'améliorations des bouches du Mississipi. On sait l'insuccès de tous ces travaux. Plus de six cent mille piastres ont été dépensées par cette ville et aujourd'hui il n'y a plus d'illusion possible pour tout homme de sens sur l'inefficacité des estacades ou des dragages dans les passes. Nous croyons donc que le projet d'un canal vient à un moment très opportun, et qu'il mérite à tous égards un examen attentif et une prise en considération sérieuse de la part des armateurs et du commerce de la Nouvelle-Orléans.

TROUPE ITALIENNE.—Madame Parodi obtient dans *Norma*, mercredi soir, un magnifique succès comme cantatrice et comme tragédienne. Elle a été couverte d'applaudissements et de fleurs. Les autres artistes de la troupe l'ont secondée convenablement.

Rigoletto, la dernière fois, a charmé avec goût et sentiment le rôle de Lucia di Lammermoor et signori Sbriglia et Gioone ont bien rendu ceux d'Edgardo et d'Ashton. Ce soir, pour le bénéfice de la signora Theresa Parodi, l'étoile de la troupe, on donnera *La Sonnambula*, dans laquelle la bénéficiaire remplira le rôle d'Amina.

Matinée musicale.—Samedi, à midi, toute la compagnie italienne donnera à l'amphithéâtre une matinée musicale. Le programme se composera des meilleurs morceaux de Semi Morant, Donizetti, Verdi et des plus beaux concertants inédits. Le prix a été fixé à 75 cents pour les enfants et à $1 pour les grandes personnes et 25 cents pour les enfants. Cet un désirent retenir des places feront bien de s'y prendre à l'avance

THÉATRE D'ORLEANS.—Ce soir pour la seconde et dernière représentation de la gracieuse et spirituelle Lucy Escott dans la comédie de *Jenny Lind* et *Tiarette et son entourage*, opérettes, d'une danse par la sensitive Maria, âgée de 8 ans, de *Cramponnade* et d'*Un Scandale*, deux vaudevilles pour lesquels les excellents comiques du théâtre, Duplan, Mountaire et Dutasta.

THÉATRE DE CONTI.—Demain, pour la cinquième représentation de Mme Colson, on représentera *Ne jurons Rien*. Ce délicieux opéra d'Auber a été rendu d'une façon remarquable par Mme Colson, et nous n'appelle les meilleurs soirs de cette gracieuse cantatrice. Samedi aura lieu la première représentation de *Lucrèce Borgia*, avec Mme Colson, et nous n'appelle les meilleurs soirs de cette gracieuse cantatrice.

Projet de Canal.

Pendant qu'un de nos sénateurs persiste à demander au Congrès un bill ayant pour but d'autoriser la législature à imposer un droit de passage sur les marchandises afin de subvenir aux frais de dragage des passes et qu'un discute en ce sens une cession de l'obstruction des bouches du Mississipi, voici qu'un projet entièrement différent vient offrir de tourner la difficulté en abandonnant les passes à leur destin naturel et en ouvrant du Bayou à la mer un canal, par où pourraient passer les plus forts navires

M. M. Montagu, auteur de ce projet, se fonde sur l'expérience passée et les avis de tous les ingénieurs de bonne foi qui ont été consultés sur la question de l'entretement des obstructions sédimentaires, déclare le dégagement des passes impraticable. Il faudrait des travaux gigantesques pour détruire une barre et les sommes dépensées dans ce but seraient perdues car l'obstruction se reformerait au peu plus loin et recommencerait toujours à recommencer. M. Montagu propose donc d'ouvrir aux navires un accès, qui leur permette d'arriver de la pleine mer à la partie libre du fleuve en amont des barres.

Les études préparatoires qu'il a faites lui ont démontré, assure-t-il, la possibilité d'une telle entreprise, et l'endroit choisi entre le plus propice pour l'ouverture du canal dans la mer est la pronostication formé par l'île au Breton. Ce canal viendrait aboutir en Bayou à deux milles au dessous du fort St-Philippe.

Sa longueur serait d'environ six milles, et la dépense nécessaire pour en construction est évaluée à $1,500,000, chiffre assez modéré pour une œuvre de cette importance.

Un passé plus à besoin d'être mûri longuement et doit faire l'objet d'études sérieuses sur les lieux et de calculs scientifiques qui ne laissent rien au hasard. Aussi M. Montagu ne se présente-t-il les détails que comme données premières et ne contestera-t-il de demander, aussi à personne, au commerce les moyens de procéder aux recherches, et à l'examen indispensables pour donner des décisions exactes et définitives pour des entreprises jugées la possibilité de construire le canal dans les meilleures conditions pour le bien à obtenir.

Les propriétaires de la propriété commune de tous les Etats, a ce titre ils doivent être ouverts aux citoyens de toutes les parties de l'Union qui ont le droit de s'y établir et d'y transporter leurs propriétés. Or les esclaves sont une propriété reconnue par la Constitution des Etats Unis, et l'institution, si elle a été repoussée par un grand nombre d'Etats existant dans le sein de la famille de la formation de l'Union et existe encore dans quinze Etats. Il ne peut donc appartenir au Congrès de prohiber dans une partie quelconque du territoire de la république l'exercice d'un droit garanti par la Constitution et la propriété commune à une moitié des Etats. Toute autre portée n'a le droit de conduire et de posséder des esclaves dans les territoires est donc une violation de la Constitution. Ceux des démocrates du Sud, qui sont en faveur de l'intervention du Congrès, ne la réclament que pour protéger les propriétaires d'esclaves, et ils font ce raisonnement que si les chambres ne peuvent accorder les droits des citoyens, elles peuvent prendre des mesures pour les sauvegarder. Il est certain, ajoutent-ils, que si la moitié des habitants requis par la loi pour former un Etat a le droit de se choisir une constitution c'est dans cette circonstance qu'on doit exercer le premier acte de la souveraineté des colons. Ils veulent adopter ou rejeter telle ou telle institution, et le vœu de la majorité sera obligatoire pour tous ; si l'esclavage est rejeté, les propriétaires d'esclaves devront se conformer à cette décision, mais qu'il arrive dans un Etat à esclave qui change sa constitution. Mais si, au lieu du moment de cette épreuve décisive, la question des esclaves est interdite soit par le Congrès, soit par la Législature, ne voit-on pas que c'est en réalité favoriser les Etats du Sud à ceux de la propriété commune, c'est à dire que les territoires n'appartiendront qu'aux gens du Nord qui seuls auront le droit d'y venir former une communauté nouvelle et de s'y choisir une constitution à leur convenance. Les propriétaires d'esclaves qui désirent s'y établir n'oseront ne peuvent y venir sans leurs esclaves et actuellement plusieurs années, les braves colons qui auront défriché des terres incultes, les auront rendues propres à recevoir la culture, et ce sera alors que les propriétaires d'esclaves viendront leur offrir de racheter leurs droits. Ce système, ajoutent les démocrates du Sud, est le seul qui soit conforme à la Constitution et aux principes de la démocratie, et il est le seul qui puisse amener une solution pacifique de la question.

Les principaux points à examiner sont la profondeur de l'eau sur la côte à l'endroit où débouchera le canal, la facilité pour les navires d'y arriver, la protection du canal contre les courants de sable, les ouragans, les glaces et la rapidité du courant. Dans le plan que nous avons parcouru, nous voyons que des sondages antérieurs garantissent une profondeur suffisante d'eau dans la mer et que les vents qui règnent sur la côte sont favorables pendant dix mois de l'année à l'entrée des navires—on ne dit pas s'il en est de même pour la sortie. Un système d'écluses et de digues, dans le détail desquels nous jugeons inutile d'entrer dans cet aperçu, a pour but de protéger le canal contre la mer et de donner chasse aux dépôts d'alluvion, dans certaines circonstances, afin de maintenir toujours le canal libre.

Autant que nous en savons pu juger par une lecture rapide du mémoire, il n'y a rien d'impraticable dans le projet proposé, et, s'il est vrai qu'il puisse s'exécuter moyennant une somme qui ne dépasserait pas 1,500,000 piastres, il est certain, que l'emploi des capitaux affectés à l'entreprise, aurait très avantageux. Il n'y aurait aucun inconvénient à autoriser les propriétaires du canal à percevoir un droit de passage, car les navires seraient libres de choisir voie et ils ne le feraient qu'autant qu'ils y trouveraient leur avantage, tandis qu'avec la taxe proposée par le bill, que nous examinions il y a quelques jours, c'est un impôt forcé et qui ne garantit nullement les bâtiments contre les délais résultant du défaut d'eau dans les passes.

M. Montagu reconnaît loyalement qu'en 1852 M. Benjamin Buisson, avait fait, à peu de chose près, les mêmes études que lui et était arrivé aux mêmes conclusions. Les cartes et plans présentés par M. Buisson, annoncent la législature à voter une résolution, par laquelle le gouvernement fédéral était instamment prié de faire procéder aux nouvelles nécessaires et d'ordonner l'exécution du canal. Le major Chase, autre ingénieur, adressait en 1836, à la Chambre de commerce de la Nouvelle-Orléans, une lettre, dans laquelle il reconnaissait la possibilité de creuser un canal suivant le plan du major Bélcnap, et les avantages résultant pour le commerce en retireraient.

Mais à cette époque le danger était moins pressant et d'autres influences firent obtenir les fonds votés par le Congrès à des tentatives d'améliorations des bouches du Mississipi. On sait l'insuccès de tous ces travaux. Plus de six cent mille piastres ont été dépensées par cette ville et aujourd'hui il n'y a plus d'illusion possible pour tout homme de sens sur l'inefficacité des estacades ou des dragages dans les passes. Nous croyons donc que le projet d'un canal vient à un moment très opportun, et qu'il mérite à tous égards un examen attentif et une prise en considération sérieuse de la part des armateurs et du commerce de la Nouvelle-Orléans.

TROUPE ITALIENNE.—Madame Parodi obtient dans *Norma*, mercredi soir, un magnifique succès comme cantatrice et comme tragédienne. Elle a été couverte d'applaudissements et de fleurs. Les autres artistes de la troupe l'ont secondée convenablement.

Rigoletto, la dernière fois, a charmé avec goût et sentiment le rôle de Lucia di Lammermoor et signori Sbriglia et Gioone ont bien rendu ceux d'Edgardo et d'Ashton. Ce soir, pour le bénéfice de la signora Theresa Parodi, l'étoile de la troupe, on donnera *La Sonnambula*, dans laquelle la bénéficiaire remplira le rôle d'Amina.

Matinée musicale.—Samedi, à midi, toute la compagnie italienne donnera à l'amphithéâtre une matinée musicale. Le programme se composera des meilleurs morceaux de Semi Morant, Donizetti, Verdi et des plus beaux concertants inédits. Le prix a été fixé à 75 cents pour les enfants et à $1 pour les grandes personnes et 25 cents pour les enfants. Cet un désirent retenir des places feront bien de s'y prendre à l'avance

THÉATRE D'ORLEANS.—Demain, pour la cinquième représentation de Mme Colson, on représentera *Ne jurons Rien*. Ce délicieux opéra d'Auber a été rendu d'une façon remarquable par Mme Colson, et nous n'appelle les meilleurs soirs de cette gracieuse cantatrice. Samedi aura lieu la première représentation de *Lucrèce Borgia*, avec Mme Colson, et nous n'appelle les meilleurs soirs de cette gracieuse cantatrice.

Les lettre du Président à M. R Walker.

On a cherché à mettre le président en opposition avec lui-même au moyen de la lettre suivante, tout en remarquant que M. Buchanan n'a jamais pour soupçonné qu'il vous serait particulièrement acceptable, et qu'il pourrait venir en aide à votre politique.

"Le général Harney a reçu le commandement de l'expédition de l'Utah, mais nous devons continuer à le garder près de vous, au moins jusqu'à ce que vous soyez "hors des bois." En ce moment, le Kansas est de beaucoup plus important que l'Utah. La pression continue sur moi, sans interruption. Je prie cette divine Providence, en qui je place ma confiance, de me faire la grâce de préserver ma vie et ma santé jusqu'à la fin de ma présidence. Mais en tout cas, que la volonté de Dieu soit faite.

"Avec tout sentiment d'estime, je reste toujours sincèrement votre ami

"BUCHANAN."

NOUVELLES D'EUROPE.

Les journaux de New-York du 22 que nous apporte la malle du soir commencent des dépêches télégraphiques un peu plus complètes que les notres sur les nouvelles apportées par l'*Arabia* à Halifax Nous y puisons les paragraphes suivants :

Les journaux parisiens publient le télégramme suivant, en date de Madrid, le 4 :

"Des que les troupes eurent découvert que le général Ortega les avait trompées sur le fut du mouvement, elles refusèrent de marcher, au cri de : *Vive la reine !* Le général, voyant la tournure que prenaient les affaires, s'est hâté de fuir, poursuivi par ses propres soldats. On espère qu'il sera fait prisonnier. Ses troupes ont fait leur soumission à la reine.

"Tout le pays est parfaitement tranquille.

"Les députés réunis à Madrid ont présenté à la reine une adresse de dévouement."

La *Gazette de Madrid* publie un décret qui dégrade le général Ortéga. Elle a été arrêté, la tranquillité est rétablie.

Le Monitor remarque que le traité de commerce avec l'Angleterre y a déjà couramment à exercer une influence favorable sur le commerce d'exportation dans les départements méridionaux et que des ordres considérables pour les vins et les esprits ont été reçus.

Les négociations continuent entre Rome et Naples au sujet de l'entrée des troupes napolitaines dans les Etats du Pape. Une dépêche de Rome du 3 avril, reçue à Marseilles, annonce que le général Lamoricière a eu une audience au Vatican.

L'*Opinione* de Turin rapporte que dans huit ou dix jours les habitants de la Savoie et de Nice prononceront par le suffrage universel sur l'annexion à la France.

Trois divisions du général Cialpini ont pris position dans les Romagnes, à Perme et à Modène. Ferrare, Bologne et Ravenne sont occupées.

La Sardaigne a réclamé les prisonniers politiques des légations. Le secrétaire du duc Casimir a été exilé.

Une dépêche de Florence dit que les ambassadeurs anglais et français à Florence ont fait retirer leurs armoiries.

DERNIÈRES NOUVELLES.— Une dépêche de Naples du 7 avril, dit que le journal officiel de Naples annonce qu'à Palerme les rebelles ont attaqué les troupes royales le 4, et qu'ils ont été dispersés. Le numéro du 5 de ce journal dit que l'insurrection a été supprimée après un combat obstiné dans les rues et dans les maisons. L'insurrection à Messine n'était pas encore vaincue

Le *Giornale* de Rome du 9 avril contient la nomination du général Lamoricière comme général en chef des troupes papales.

Dépêches Télégraphiques.

TRANSMISES A L'ABEILLE.

Convention démocratique nationale.

Admission de la délégation de l'Illinois.

Exclusion de la délégation Wood

Charleston, 26 avril.—Hier, dans la convention, le comité sur la vérification des pouvoirs a fait un rapport au sujet des délégués des Etats de New-York, Illinois, Massachusetts et Maryland.

MM. Lanahan et Brant, du Maryland, ont été autorisés à siéger.

Le rapport de la minorité recommande l'admission de la double délégation de l'Etat de New York dans la convention, chaque délégation devant avoir droit à 17 votes.

Les délégués Douglas, de l'Illinois, a été admis à siéger par un vote sur la question presque unanime.

Après un long débat le rapport du comité, relatif au droit de MM. Brant et Lanahan de siéger dans la convention, a été adopté.

La délégation Dean Richmond, de New York, a reconnu.

La délégation Wood, au contraire, a été exclue par un vote de 110 contre 55 non.

New York, 26 avril. — Le correspondant à Charleston du *Tribune* dit que les partisans de Douglas que M.M. Pugh et Barksdale ont présenté un compte de la plateforme une série de résolutions établissant qu'il est du devoir du gouvernement fédéral de protéger de toute espèce de propriété dans les territoires, et sur les mers, en partant où sa juridiction s'étend, par tous les moyens constitutionnels en attendant l'établissement par le peuple d'un gouvernement d'autorité dans un territoire ; qu'il est du devoir du gouvernement de protéger quelque chose de plus que des généralités sterile.

Les chefs du parti Douglas font disposés à faire des concessions pour assurer son nomination, mais les districts du Sud et du Nord, ainsi que ceux opposent à l'adoption d'un code de l'esclavage, parce que c'est plus qu'ils ne peuvent soutenir

La délégation de la Géorgie a invité deux de ses membres qui sont du comité de la plateforme d'insister pour la protection de l'esclavage dans les territoires.

La motion des délégués Wood séparatiste de l'Etat des choses soit, partis pour retourner chez eux. Fernando Wood restera à Charleston pour qu'à samedi prochain et retournera chassé à New York.

On a offert à l'honorable John Slidell un vote de remerciement. Il a refusé. M. Slidell préfère quelque chose de plus substantiel.

La doctrine émise dans l'affaire Leclerc concernant les droits des citoyens naturalisés, sera probablement contestée par le candidat de la législature

Il n'a guère de doute raisonnable sur le vote de la délégation de New York en faveur de Douglas.

Le correspondant télégraphique du *New York Herald* dit que la majorité du Dickinson, chef de la délégation de New York, prétendant qu'ils ont la majorité pour lui et veulent lui donner la délégation entière.

Les deux candidats les plus forts en ce moment sont Douglas et Dickinson

On dit que Dean Richmond a signé une lettre dans laquelle il annonce qu'il ne votera pas pour Douglas.

Les délégués de New-York en faveur de Douglas représentent de soutenir Seward, si Douglas n'obtient pas la nomination.

Convention nationale démocratique

Session du matin

INTRODUCTION DES RÉSOLUTIONS FÉDÉRALES

Guitare pour la présidence, etc.

Charleston, 26 avril.—La Convention nationale démocratique s'est réunie à 10 heures ce matin, l'honorable Caleb Cushing, président de la Convention, a pris son siége.

Beaucoup de monde y assistait

Après avoir terminé la lecture du journal d'hier et avoir rempli les vacances qui en résultaient, a accepté d'affaires.

Quelques discussions légères s'étant élevées à l'ouverture de la séance de ce matin, entre les délégués, au sujet de la formation d'un comité exécutif.

M. Fitz Hugh a présenté une série de résolutions en faveur de la loi des naturalisations, déjà qui ont été référées au comité de la plateforme.

M. Fitz Hugh, tout en admettant que le gouvernement ne possède pas le droit de légiférer sur la question de l'esclavage dans les territoires, soutient qu'il doit pourvoir à l'exécution des lois actuelles.

Le comité de la plateforme ne s'est montré nullement disposé à accepter les résolutions ci-dessus.

On doit présenter trois plateformes distinctes M. Brown a présenté des résolutions accordant aux émigrants dans les territoires, des droits égaux à ceux des citoyens, et déclarant que le peuple dans les territoires, et sur les mers, en partant où sa juridiction s'étend, par tous les moyens constitutionnels en attendant l'établissement par le peuple d'un gouvernement d'autorité dans un territoire ; qu'il est du devoir du gouvernement fédéral de protéger de toute espèce de propriété dans les territoires, et sur les mers, en partant où sa juridiction s'étend, par tous les moyens constitutionnels en attendant l'établissement par le peuple d'un gouvernement d'autorité dans un territoire ; qu'il est du devoir du gouvernement de protéger quelque chose de plus que des généralités sterile.

M. Walker a présenté un amendement déclarant que le gouvernement fédéral doit accorder une protection légale à toute espèce de propriétés dans les territoires et les limites mers.

La résolution ainsi amendée a été référée au comité de la plateforme

La plateforme du Tennessee a été lue et référée.

On a introduit environ une douzaine de résolutions au sujet de l'esclavage dans les territoires et elles ont été référées à un de droit.

On a aussi présenté une résolution relative à la construction d'un chemin de fer destiné à unir le commerce des Etats des côtes de l'Atlantique avec ceux des côtes du Pacifique.

M. Secord, de la Géorgie, a présenté sur un pied de guerre, et a déclaré que, si la convention ne prenait pas de décision sur la question, une résolution qui exprime le désir d'avoir une plateforme convenable et qui déclare que M. Douglas est reconnu comme le candidat auquel on donnera son suffrage.

Une résolution sur les tarifs ayant été présentée, M. Russell, de Virginie, a déclaré qu'il comprenait le whiskey de Monongahela parmi les articles qui doivent être protégés.

M. Secord a ajouté qu'il ne parle à dit qu'il espérait que la convention ne se rendrait pas ridicule aux yeux du pays en présentant de semblables résolutions s'il fait la motion que ces résolutions fussent référées sans autre nouvelle lecture.

M. Fitz Hugh a dit que son but était d'empêcher que l'on introduisit de nouveau, ce qui lui a été accordé

Convention de Charleston.

SESSION DU SOIR.

Charleston, 26 avril.—La résolution au sujet du tarif a été retirée, on a passé une résolution engageant au comité de ne faire aucun rapport à moins de nominations.

Charles Monton de la Louisiane a proposé la résolution suivante qui a été mise à l'ordre du jour :

Qu'il soit résolu que les territoires soient la propriété communes des divers états et non celles des citoyens ou individus.

Que la constitution fédérale reconnaisse les propriétés ou esclaves de toutes les classes de propriétaires de ces esclaves ait le droit de les emmener dans les territoires, et de les y garder comme sa propriété, et si le peuple, par une loi locale, refuse ou néglige de prendre les moyens, met en danger la conservation de cette propriété, on a l'effroi de lui retirer cette protection qui est accordée aux autres propriétés dans les territoires, alors il est du devoir du gouvernement général d'intervenir pour user de son pouvoir constitutionnel pour garantir les droits des propriétaires d'esclaves.

M. Salles a présenté une résolution pour que nous reconnaissions dans un plus grande extension le principe que l'autorité suprême réside dans le peuple et contre l'esclavage, et si la majorité se prononce contre, que les électeurs des états constitutionnelles qui assurent les droits des propriétaires d'esclaves dans le Missouri et au nord du canal suivant le plan du major Belcnap, et les avantages résultant pour le commerce en retireraient.

Mais à cette époque le danger était moins pressant et d'autres influences firent obtenir les fonds votés par le Congrès à des tentatives d'améliorations des bouches du Mississipi. On sait l'insuccès de tous ces travaux. Plus de six cent mille piastres ont été dépensées par cette ville et aujourd'hui il n'y a plus d'illusion possible pour tout homme de sens sur l'inefficacité des estacades ou des dragages dans les passes. Nous croyons donc que le projet d'un canal vient à un moment très opportun, et qu'il mérite à tous égards un examen attentif et une prise en considération sérieuse de la part des armateurs et du commerce de la Nouvelle-Orléans.

On assure que les Etats du Mississippi, de Texas, de la Floride et de l'Alabama se retireront de la convention dans le cas où il n'y aurait pas d'entente. Il est à croire que la Georgie et la Caroline du Sud en feront autant.

On s'attend à des débats émouvants demain, car M. Yancey est disposé à soulever une tempête dans la discussion.

Il règne une grande agitation dans les rangs des *ultra Southern States Rights*.

Communes.—Washington, 26 avril.—Il ne s'est passé rien d'important à la chambre aujourd'hui, excepté lorsqu'on a parlé de la question de l'esclavage et des hommes politiques du Sud, des paroles assez piquantes ont été échangées entre MM. Bingham et Smith de la Virginie.

Les républicains du Congrès n'approuvent pas les membres qui sont du comité de la plateforme d'insister pour la protection de l'esclavage dans les territoires.

La motion des délégués Wood séparatiste de l'Etat des choses soit, partis pour retourner chez eux. Fernando Wood restera à Charleston pour qu'à samedi prochain et retournera chassé à New York

On a offert à l'honorable John Slidell un vote de remerciement. Il a refusé. M. Slidell préfère quelque chose de plus substantiel.

La doctrine émise dans l'affaire Leclerc concernant les droits des citoyens naturalisés, sera probablement contestée par le candidat de la législature

Il n'a guère de doute raisonnable sur le vote de la délégation de New York en faveur de Douglas.

Le correspondant télégraphique du *New York Herald* dit que la majorité du Dickinson, chef de la délégation de New York, prétendant qu'ils ont la majorité pour lui et veulent lui donner la délégation entière.

Les deux candidats les plus forts en ce moment sont Douglas et Dickinson

On dit que Dean Richmond a signé une lettre dans laquelle il annonce qu'il ne votera pas pour Douglas.

Les délégués de New-York en faveur de Douglas représentent de soutenir Seward, si Douglas n'obtient pas la nomination.

Convention nationale démocratique

Session du matin

INTRODUCTION DES RÉSOLUTIONS FÉDÉRALES

Guitare pour la présidence, etc.

Charleston, 26 avril.—La Convention nationale démocratique s'est réunie à 10 heures ce matin, l'honorable Caleb Cushing, président de la Convention, a pris son siége.

Beaucoup de monde y assistait

Après avoir terminé la lecture du journal d'hier et avoir rempli les vacances qui en résultaient, a accepté d'affaires.

Quelques discussions légères s'étant élevées à l'ouverture de la séance de ce matin, entre les délégués, au sujet de la formation d'un comité exécutif.

M. Fitz Hugh a présenté une série de résolutions en faveur de la loi des naturalisations, déjà qui ont été référées au comité de la plateforme.

M. Fitz Hugh, tout en admettant que le gouvernement ne possède pas le droit de légiférer sur la question de l'esclavage dans les territoires, soutient qu'il doit pourvoir à l'exécution des lois actuelles.

Le comité de la plateforme ne s'est montré nullement disposé à accepter les résolutions ci-dessus.

On doit présenter trois plateformes distinctes M. Brown a présenté des résolutions accordant aux émigrants dans les territoires, des droits égaux à ceux des citoyens, et déclarant que le peuple dans les territoires, et sur les mers, en partant où sa juridiction s'étend, par tous les moyens constitutionnels en attendant l'établissement par le peuple d'un gouvernement d'autorité dans un territoire ; qu'il est du devoir du gouvernement fédéral de protéger de toute espèce de propriété dans les territoires, et sur les mers, en partant où sa juridiction s'étend, par tous les moyens constitutionnels en attendant l'établissement par le peuple d'un gouvernement d'autorité dans un territoire ; qu'il est du devoir du gouvernement de protéger quelque chose de plus que des généralités sterile.

M. Walker a présenté un amendement déclarant que le gouvernement fédéral doit accorder une protection légale à toute espèce de propriétés dans les territoires et les limites mers.

La résolution ainsi amendée a été référée au comité de la plateforme

La plateforme du Tennessee a été lue et référée.

On a introduit environ une douzaine de résolutions au sujet de l'esclavage dans les territoires et elles ont été référées à un de droit.

On a aussi présenté une résolution relative à la construction d'un chemin de fer destiné à unir le commerce des Etats des côtes de l'Atlantique avec ceux des côtes du Pacifique.

M. Secord, de la Géorgie, a présenté sur un pied de guerre, et a déclaré que, si la convention ne prenait pas de décision sur la question, une résolution qui exprime le désir d'avoir une plateforme convenable et qui déclare que M. Douglas est reconnu comme le candidat auquel on donnera son suffrage.

Une résolution sur les tarifs ayant été présentée, M. Russell, de Virginie, a déclaré qu'il comprenait le whiskey de Monongahela parmi les articles qui doivent être protégés.

M. Secord a ajouté qu'il ne parle à dit qu'il espérait que la convention ne se rendrait pas ridicule aux yeux du pays en présentant de semblables résolutions s'il fait la motion que ces résolutions fussent référées sans autre nouvelle lecture.

M. Fitz Hugh a dit que son but était d'empêcher que l'on introduisit de nouveau, ce qui lui a été accordé

Convention de Charleston.

SESSION DU SOIR.

Charleston, 26 avril.—La résolution au sujet du tarif a été retirée, on a passé une résolution engageant au comité de ne faire aucun rapport à moins de nominations.

Charles Monton de la Louisiane a proposé la résolution suivante qui a été mise à l'ordre du jour :

Qu'il soit résolu que les territoires soient la propriété communes des divers états et non celles des citoyens ou individus.

Que la constitution fédérale reconnaisse les propriétés ou esclaves de toutes les classes de propriétaires de ces esclaves ait le droit de les emmener dans les territoires, et de les y garder comme sa propriété, et si le peuple, par une loi locale, refuse ou néglige de prendre les moyens, met en danger la conservation de cette propriété, on a l'effroi de lui retirer cette protection qui est accordée aux autres propriétés dans les territoires, alors il est du devoir du gouvernement général d'intervenir pour user de son pouvoir constitutionnel pour garantir les droits des propriétaires d'esclaves.

M. Salles a présenté une résolution pour que nous reconnaissions dans un plus grande extension le principe que l'autorité suprême réside dans le peuple et contre l'esclavage, et si la majorité se prononce contre, que les électeurs des états constitutionnelles qui assurent les droits des propriétaires d'esclaves dans le Missouri et au nord du canal suivant le plan du major Belcnap, et les avantages résultant pour le commerce en retireraient.

M. Douglas a consulté à ses amis, par voie du télégraphe, d'accepter les clauses de la plateforme de Cincinnati et la décision de David Hunt, mais de ne pas céder d'un pas au delà.

Le comité de la plateforme n'a pas encore assemblé ce matin à 9 heures. Plusieurs des membres n'ont pas encore arrivés de leur délégation.

Fantaisies nouvelles.

LE nouveau magasin de modes et nouveautés de printemps, qui vient d'être ouvert, contient en CHAPEAUX de paille et crêpe
FLEURS ET PLUMES
GARNITURES POINTES en dentelle
MANTES et MITAINES de soie, et gros
CRINOLINES, CORSETS, CHEMISES
PARAPLUIES, ombrelles et gaînes
DENTELLES, et voiles
BANDES brodées
MOUCHOIRS brodés
VOILES pour MARIÉES

BONNETS
ROBETTES
VOILETTES
FRANGES
GARNITURES
TABLATURES
DENTELLES noir, soie et à jour
PARURES pour bal et MARIÉES
ROBES en organdi, mousseline et BERTHES
Et autres grand assortiment de CHAPEAUX DE PAILLE pour DAMES et FILLETTES, pour DAMES et MARIÉES, pour DAMES et FILLES
PARAPLUIES, ombrelles et gaînes
BANDES brodées
MOUCHOIRS brodés
VOILES pour MARIÉES

Maison J. Augé,
RUE DE CH